

Gelet op de beraadslaging van de gemeenteraad van Kluisberg van 28 augustus 2017 waarbij het gemeentelijke plattelandontwikkelingsprogramma is goedgekeurd;

Gelet op het advies van de "Commission régionale d'aménagement du territoire" (Gewestelijke commissie voor ruimtelijke ordening) van 15 december 2017;

Overwegende dat de gemeente Kluisberg de kosten van de nodige aankopen en werkzaamheden niet alleen kan dragen;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme, Erfgoed en afgevaardigd bij de Grote Regio,

Besluit :

**Artikel 1.** Het gemeentelijke plattelandontwikkelingsprogramma van de gemeente Kluisberg is goedgekeurd voor een periode van 10 jaar, die ingaat op de datum van ondertekening van dit besluit.

**Art. 2.** Er kunnen toelagen aan de gemeente verleend worden voor de uitvoering van haar plattelandontwikkelingsprogramma.

**Art. 3.** Deze toelagen worden verleend binnen de perken van de daartoe jaarlijks beschikbare begrotingskredieten en onder de voorwaarden vastgelegd bij overeenkomst door de Minister van Landelijke Aangelegenheden.

**Art. 4.** De toelagen bedragen hoogstens 80 % van de kosten van de aankopen en werken die nodig zijn voor de uitvoering van het programma, bijkomende kosten inbegrepen.

**Art. 5.** De gemeente moet de toelagen overeenkomstig de geldende wettelijke en reglementaire bepalingen aanvragen.

**Art. 6.** De Minister van Landbouw, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme, Erfgoed en afgevaardigd bij de Grote Regio is belast met de uitvoering van dit besluit.

**Art. 7.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het ondertekend wordt.

Namen, 26 april 2018.

De Minister-President,

W. BORSUS

De Minister van Landbouw, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme,

Erfgoed en afgevaardigde bij de Grote Regio,

R. COLLIN

**SERVICE PUBLIC DE WALLONIE**

[2018/202406 ]

**4 AVRIL 2018. — Arrêté ministériel précisant diverses modalités relatives au plan de gestion de sécurité sanitaire de l'eau**

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire, des Travaux publics, de la Mobilité, des Transports, du Bien-être animal et des Zonings,

Vu le Livre II du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau, l'article D.188;

Vu la partie réglementaire du Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau, l'article R.256, § 1<sup>er</sup>, alinéa 6, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2017;

Vu le rapport du 27 mars 2018 établi conformément à l'article 3, 2<sup>o</sup>, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis n° 62.905/4 du Conseil d'Etat donné le 26 février 2018, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973,

Arrêtent :

**Article 1<sup>er</sup>.** Lorsque la norme NBN EN 15975-2 concernant la sécurité de l'alimentation en eau potable et les lignes directrices pour la gestion des risques et la gestion des crises, est utilisée pour l'évaluation des risques, les définitions qui y sont fixées sont applicables au plan de gestion de sécurité sanitaire de l'eau.

**Art. 2.** Les plans de gestion de sécurité sanitaire de l'eau de distribution publique sont conçus selon une approche holistique de la gestion des risques appliquée depuis la ressource en eau jusqu'au robinet du consommateur.

Cette approche est fondée sur une description actualisée du système d'alimentation en eau potable concerné conforme aux schémas synoptiques des zones de distribution d'eau requis par les plans internes d'urgence et d'intervention.

**Art. 3.** L'évaluation des risques dans le cadre de l'établissement d'un plan de gestion de sécurité sanitaire prend, au minimum, en considération les questions énumérées à l'annexe I du présent arrêté. Toute question dont la réponse n'exclut pas tout risque fait l'objet d'une analyse plus approfondie.

**Art. 4.** Les événements dangereux possibles dont l'examen est au moins requis sont fixés à l'annexe II du présent arrêté.

**Art. 5.** L'évaluation et la hiérarchisation des risques sont effectuées conformément à la matrice d'appréciation des risques jointe à l'annexe III du présent arrêté.

**Art. 6.** L'élaboration d'un projet de plan de gestion de sécurité sanitaire tient notamment compte des informations suivantes :

1<sup>o</sup> des informations localement utiles reprises dans les plans de gestion des districts hydrographiques, en particulier la caractérisation des masses d'eau et les résultats des programmes de surveillance de la directive-cadre de l'eau;

2<sup>o</sup> des données environnementales géo-référencées mises à disposition par le Service public de Wallonie;

3<sup>o</sup> de l'historique du monitoring de l'eau brute (pour la partie ressource) et de l'eau distribuée ainsi que l'historique des déclarations des événements menaçant la qualité de l'eau (pour la partie traitement).

Aux fins de l'application de l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, le fournisseur utilise les données environnementales consultables sur le géoportail de Wallonie :

<http://geoportail.wallonie.be/cms/home.html>

**Art. 7.** En vue de l'application de l'article R.255, § 2, de la partie réglementaire du Livre II du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau, le plan de gestion de sécurité sanitaire de l'eau mentionne les mesures de contrôle de la qualité de l'eau et leur localisation dans la zone de distribution d'eau, en distinguant le contrôle de la conformité, des contrôles opérationnels, circonstanciels ou d'enquête. Il précise les moyens mis en place ou envisagés pour atténuer les risques potentiels.

**Art. 8.** Tout projet de plan de gestion de sécurité sanitaire est accompagné d'un résumé des résultats de l'évaluation des risques destiné à l'information du consommateur rédigé selon le modèle figurant à l'annexe IV.

**Art. 9.** En ce qui concerne les pesticides, l'analyse de risque tiendra compte des substances et métabolites les plus fréquemment détectés repris à l'annexe XI de la partie réglementaire du Code de l'Eau et des autres substances utilisées dans les zones de prévention des captages alimentant la zone de distribution concernée.

Namur, le 4 avril 2018.

C. DI ANTONIO

#### ANNEXE I

QUESTIONS A PRENDRE EN CONSIDERATION DANS LE CADRE DE L'ETABLISSEMENT D'UN PLAN DE GESTION DE SECURITE SANITAIRE DE L'EAU (NON EXHAUSTIF) ET DESCRIPTION MINIMALE DE LA CHAÎNE D'ALIMENTATION

Bassin d'alimentation en eau du captage et zones de prévention :

BASSIN D'ALIMENTATION
Quelles sont les caractéristiques principales de l'occupation du sol du bassin d'alimentation ?
Quelles sont les caractéristiques de la recharge en eau dans le bassin d'alimentation (modèle AquaMod), mesures piézométriques, autres informations disponibles) ?
La nappe exploitée est-elle libre ou captive ?
L'aquifère exploité est-il de type karstique ?
L'aquifère exploité présente-t-il une géochimie particulière dans le bassin d'alimentation ?

ZONE DE PREVENTION (délimitée ou forfaitaire)
Existe-t-il, parmi les activités présentes dans la zone de prévention, des sources de contaminations potentielles ?
Quel est l'état d'avancement des actions de mise en conformité prévues par l'arrêté ministériel relatif aux zones de prévention ?
Des zones inondables, zones humides ou une interaction ESO-ESU sont-elles identifiées dans les zones de prévention ?

Installations de prise d'eau :

SITE DE PRELEVEMENT (REGARD SUR L'EAU)
Le site de prélèvement est-il facilement accessible, vulnérable... ?
Quelles protections sont installées aux niveaux de la prise d'eau (clôtures, bâtiments,...) et quel est leur état ?
Le site de prélèvement est-il en zone de ruissellement et/ ou inondable?
Existe-il un réseau d'égouttage des eaux usées à proximité du site ?
L'ouvrage est-il sensible aux dégradations naturelles (végétation,...)?
OUVRAGE(S) DE PRISE D'EAU
Comment l'ouvrage est-il équipé (tête de puits) ?
Position des crépines et niveau(x) aquifère(s) sollicité(s)?
L'ouvrage peut-il être soumis à des événements géophysiques (mines, effondrement karstique, tremblement de terre, glissement de terrain) ?
Le niveau du cours d'eau peut-il excéder celui de l'ouvrage ?
Le dispositif de prise d'eau est-il inondable par débordement ?
Comment varie le débit et la qualité de l'eau avec la pluviosité ?

Le traitement de l'eau :

STATION DE TRAITEMENT - site & bâtiment
Le site de traitement est-il facilement accessible, vulnérable... ?
Le site de traitement est-il à proximité d'un site classé Seveso ou est-il lui-même classé Seveso ?

Le site de traitement est-il en zone inondable ?
Quel est l'historique des coupures d'alimentation électrique ?
PROCEDES DE TRAITEMENT
Quels sont les dangers sanitaires associés aux caractéristiques de l'eau en cas de défaillance du traitement ?
Quel est le degré de maîtrise des procédés de traitement (degré de connaissance du procédé, documentation, plans de maintenance...)?
Le processus de traitement a-t-il recours à l'utilisation de réactifs ? Dans l'affirmative, par rapport à l'eau produite, l'analyse des risques liés à la livraison, au stockage, à la gestion, au transport, les risques de surdosage, de sous dosage ou de non dosage du réactif,... a-t-elle été effectuée ?
Quels sont les instruments de contrôle(s) en ligne ?
Le stockage de l'eau (réservoir de tête):
Le site de stockage est-il facilement accessible, vulnérable... ?
Le site de stockage est-il en zone inondable ?
Quel est l'historique des coupures d'alimentation électrique ?
Quels sont les instruments de contrôle(s) en ligne de l'eau mise en réseau ?
Le réseau :
Quel est le degré de maîtrise des caractéristiques patrimoniales du réseau (plans, degré de vétusté,...)?
Le réseau est-il maillé ?
L'équilibre calco-carbonique est-il maîtrisé ? Sinon, quel impact cela a-t-il sur le réseau ?
Disposez-vous de listes d'usagers sensibles ? (hôpitaux, écoles, crèches, homes, dialyses à domicile, prisons...)

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 4 avril 2018 précisant diverses modalités relatives au plan de gestion de sécurité sanitaire de l'eau.

Namur, le 4 avril 2018.

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire, des Travaux publics, de la Mobilité, des Transports, du Bien-être animal et des Zonings,

C. DI ANTONIO

## ANNEXE II

### IDENTIFICATION DES EVENEMENTS DANGEREUX

On peut distinguer les événements selon leur nature anthropique ou naturelle, et externe ou interne par rapport au producteur-distributeur d'eau potable. Les événements peuvent se classer en 3 catégories :

Naturels :

Evènements issus de l'environnement naturel, comme le climat ou la morphologie du sol, et donc d'origine externe au périmètre d'activité du producteur-distributeur d'eau potable

- Identifiés par un code numérique de la série 1000

Anthropiques externes :

Evènements issus de l'activité humaine et d'origine externe au périmètre d'activité du producteur-distributeur d'eau potable

- Identifiés par un code numérique de la série 2000

Anthropiques internes :

Evènements issus de l'activité humaine et d'origine interne au périmètre d'activité du producteur-distributeur d'eau potable

- Identifiés par un code numérique de la série 3000

L'événement identifié a comme conséquence l'altération de la qualité de l'eau.

Si l'on prend l'exemple d'une rupture de conduite de distribution, générée par une surpression en réseau, qui engendre l'entrée d'eau de ruissellement dans cette conduite, l'évènement est l'entrée d'eau de ruissellement, la cause est la rupture de la conduite et la conséquence est une dégradation de la qualité de l'eau.

Liste non exhaustive d'évènements à considérer :

Evènement	Code	Remarque
Développement algues et flore (dont racines)	1010	
Intrusion (insecte, animal,...)	1020	
Intrusion eaux (de ruissellement, saline, de surface, souterraine,...)	1030	
Evènement géophysique	1060	(ex : tremblement de terre, effondrement karstique, glissement de terrain,...?)
Evènement météorologique (chaleur, sécheresse, froid, fortes pluies, foudre,...)	1080	

Intrusion eaux (usées, contaminées, retour d'eau,...)	2000	
Pollution du sol (liée à une activité industrielle, agricole ou domestique, un stockage d'hydrocarbure,...)	2020	
Organisation externe (rupture de stock, grève, sous-traitance,...)	2100	
Intrusion humaine - Vandalisme/terrorisme	2200	
Pollution atmosphérique	2450	
Dégât et désordre à la structure (de production, de stockage, de transport)	3000	Vétusté, corrosion
Défaillance technique du process (concerne le traitement, la production, la distribution. Exemple : pompe doseuse, moteur,...)	3300	
Erreur humaine	3400	Lors d'opérations de maintenance et/ou interventions sur installations de pompage/traitement

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 4 avril 2018 précisant diverses modalités relatives au plan de gestion de sécurité sanitaire de l'eau.

Namur, le 4 avril 2018.

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire, des Travaux publics, de la Mobilité, des Transports, du Bien-être animal et des Zonings,




C. DI ANTONIO

### ANNEXE III

#### MATRICE D'APPRÉCIATION DES RISQUES

Pour chaque évènement dangereux, les risques sont notés en combinant de la manière suivante l'indice de gravité et l'indice de vraisemblance d'occurrence (probabilité) pour obtenir l'indice de risque :

		Niveaux de gravité (1)				
		Insignifiant	Mineur	Modéré	Majeur	Catastrophique
Niveaux de probabilité (2)		1	2	4	8	16
Improbable	1	1	2	4	8	16
	2	2	4	8	16	32
	3	3	6	12	24	48
	4	4	8	16	32	64
	5	5	10	20	40	80

	Risque acceptable
	Risque indésirable
	Risque inacceptable

(1) Définitions des niveaux de gravité Insignifiant (1) : pas de modification de la perception et aucun impact sanitaire

Mineur (2) : légère modification de la perception et aucun impact sanitaire

Modéré (4) : importante modification de la perception ou impact sanitaire faible

Majeur (8) : impact sanitaire significatif par l'exposition à long terme

Catastrophique (16) : impact sanitaire significatif par l'exposition à court terme

La perception concerne l'aspect visuel, l'odeur ou le goût.

L'impact sanitaire concerne les paramètres pouvant affecter la santé humaine.

Niveau de gravité des paramètres usuels de qualité de l'eau Catastrophique (16)

\* Microbiologie (pathogènes et indicateurs de contamination fécale)

\* Turbidité (relation potentielle avec la microbiologie)

Majeur (8)

\* Paramètres chimiques (tableau B)

\* Hydrocarbures et solvants chlorés

\* Perturbateurs hormonaux

\* Perchlorate

\* Radioactivité alpha et bêta

\* Nitrosamines

Modéré (4)

- \* Couleur
- \* Odeur
- \* Saveur
- \* Conductivité
- \* Chlore : à envisager avec ses effets sur les THM et la microbiologie
- \* Paramètres indicateurs (tableau C)
- \* Composés pharmaceutiques
- \* Tritium
- \* pH (conséquences d'un pH inadapté)
- \* Température (conséquences d'une température inadaptée)

Mineur (2)

- \* Dureté de l'eau, calcium et magnésium

(2) Définitions des niveaux de probabilité de l'évènement dangereux Improbable (1)

\* évènement qui ne s'est jamais produit par le passé et ne remplit pas les conditions nécessaires pour se produire à l'avenir ou se produira à une fréquence de survenance d'au maximum une fois tous les dix ans

Peu probable (2)

\* évènement qui ne s'est jamais produit par le passé mais qui remplit les conditions nécessaires pour se produire, sans que cela implique une réalisation effective ou se produira de manière exceptionnelle, ou se produira à une fréquence de survenance d'au maximum une fois par an

Probable (3)

\* évènement qui s'est déjà produit par le passé et/ou a des chances de se produire à l'avenir, ou se produira de manière ponctuelle, ou se produira à une fréquence de survenance d'au maximum une fois par mois

Très probable (4)

\* évènement qui s'est déjà produit par le passé et/ou a des chances de se produire à l'avenir, ou se produira de manière régulière, ou se produira à une fréquence de survenance d'au maximum une fois par semaine

Presque certain (5)

\* évènement qui s'est déjà produit par le passé et/ou a des chances de se produire à l'avenir, ou se produira de manière récurrente, ou se produira à une fréquence de survenance d'une fois par jour ou plus

(3) Actions à prendre en fonction des niveaux de risques Risque acceptable (niveau de risque compris entre 1 et 4 inclus) :

- \* Pas d'obligation de prendre une action.

Risque indésirable (niveau de risque compris entre 5 et 24 inclus) :

- \* Plan d'actions à mettre en place afin de maîtriser le risque.

Risque inacceptable (niveau de risque compris entre 25 et 80 inclus) :

- \* Action urgente à mettre en place.

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 4 avril 2018 précisant diverses modalités relatives au plan de gestion de sécurité sanitaire de l'eau.

Namur, le 4 avril 2018.

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire,  
des Travaux publics, de la Mobilité, des Transports, du Bien-être animal et des Zonings,

C. DI ANTONIO

#### ANNEXE IV

Objet du Plan de Gestion de Sécurité Sanitaire de l'Eau :

Fournisseur d'eau :

Zone de distribution ZWXXXX : NOM

Communes (et sections) concernées :

Familles de paramètres concernés, avec fréquence dérogatoire (de X contrôles/an à Y contrôles / an) :

Famille 1 : ....., fréquence :

Famille 2 : ....., fréquence :

...

Information aux abonnés.

La zone de distribution d'eau ci-dessus décrite a été étudiée en fonction des risques de détérioration de la qualité d'eau.

De cette analyse approfondie des risques et de la surveillance appliquée depuis (date) au niveau de l'eau distribuée, il ressort que la survenance d'un problème de qualité de l'eau distribué dans votre zone concernant la famille des paramètres... est parfaitement maîtrisée.

Cette sécurité est justifiée par les considérations suivantes (à préciser):

- bassin d'alimentation : .....
- zones de prévention : .....
- installations de prise d'eau : .....
- installations de traitement d'eau : .....
- installations de stockage d'eau : .....
- réseau de distribution : .....

De plus le système d'alimentation en eau dont vous dépendez dispose des mesures de contrôle adaptées.

En conséquence :

La fréquence de surveillance de ces familles de paramètres dans le réseau de distribution est dès lors alléger étant donné que les événements dangereux liés aux risques sont maîtrisés et contrôlés en amont de la distribution d'eau.

Ou

La surveillance de ces familles de paramètres est dès lors suspendue pour une période de X [maximum 6] années étant donné que les risques liés sont inexistantes.

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 4 avril 2018 précisant diverses modalités relatives au plan de gestion de sécurité sanitaire de l'eau.

Namur, le 4 avril 2018.

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire, des Travaux publics, de la Mobilité, des Transports, du Bien-être animal et des Zonings,

C. DI ANTONIO

## ÜBERSETZUNG

### ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2018/202406]

#### 4. APRIL 2018 — Ministerieller Erlass zur Bestimmung verschiedener Modalitäten bezüglich des Managementplans zur sanitären Sicherheit des Wassers

Der Minister für Umwelt, den ökologischen Wandel, Raumordnung, öffentliche Arbeiten, Mobilität, Transportwesen, Tierschutz und Gewerbegebiete,

Aufgrund des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, Artikel D.188;

Aufgrund des verordnungsrechtlichen Teils des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, Artikel R.256 § 1 Absatz 6, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 30. November 2017;

Aufgrund des Berichts vom 27. März 2018, aufgestellt in Übereinstimmung mit Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben;

Aufgrund des am 26. Februar 2018 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. 62.905/4,

Beschließen:

**Artikel 1.** Wird für die Risikobewertung die Norm NBN EN 15975-2 betreffend die Sicherheit der Trinkwasserversorgung und die Leitlinien für das Risiko- und Krisenmanagement angewendet, so gelten die darin festgelegten Definitionen für den Managementplan zur sanitären Sicherheit des Wassers.

**Art. 2.** Managementpläne zur sanitären Sicherheit des Wassers aus dem öffentlichen Wasserversorgungsnetz werden nach einem umfassenden Konzept des Risikomanagements, von der Wasserressource bis hin zum Wasserhahn des Verbrauchers, aufgestellt.

Dieses Konzept basiert auf einer ständig aktualisierten Beschreibung des betroffenen Trinkwasserversorgungssystems, die mit den für interne Not- und Einsatzpläne erforderlichen Übersichtsschemen der Wasserversorgungsgebiete übereinstimmt.

**Art. 3.** Bei der Risikobewertung im Rahmen der Erstellung eines Managementplans zur sanitären Sicherheit des Wassers werden zumindest die in Anhang I des vorliegenden Erlasses aufgelisteten Fragen berücksichtigt. Jede Frage, deren Antwort nicht alle Risiken ausschließt, wird näher analysiert.

**Art. 4.** Die gefahrenträchtigen Ereignisse, deren Untersuchung zumindest erforderlich ist, werden in Anhang II des vorliegenden Erlasses festgelegt.

**Art. 5.** Die Bewertung und Einstufung der Risiken werden gemäß der dem Anhang III zum vorliegenden Erlass beigefügten Risikobewertungsmatrix vorgenommen.

**Art. 6.** Bei der Erstellung des Entwurfs eines Managementplans zur sanitären Sicherheit werden insbesondere folgende Informationen berücksichtigt:

1° die ortsrelevanten Informationen, die in den Bewirtschaftungsplänen der Flussgebietseinheiten aufgenommen sind, insbesondere die Charakterisierung der Grundwasserkörper und die Ergebnisse der Überwachungsprogramme der Wasserrahmenrichtlinie;

2° die georeferenzierten Umweltdaten, die vom Öffentlichen Dienst der Wallonie zur Verfügung gestellt werden;

3° die Chronologie des Monitoring des Rohwassers (für den Teil "Wasserressource") und des Leitungswassers, sowie die Chronologie der Meldungen von Ereignissen, die die Wasserqualität gefährden (für den Teil "Aufbereitung").

Zum Zwecke der Anwendung von Absatz 1 Ziffer 2 verwendet der Wasserlieferant die Umweltdaten, die auf dem Geoportail der Wallonie unter folgender Adresse einzusehen sind:

<http://geoportail.wallonie.be/cms/home.html>

**Art. 7.** Im Hinblick auf die Anwendung von Artikel R.255 § 2 des verordnungsrechtlichen Teils des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, werden im Managementplan zur sanitären Sicherheit des Wassers die Maßnahmen zur Kontrolle der Wasserqualität und ihre Lokalisierung innerhalb des Wasserversorgungsgebiets angegeben, wobei unterschieden wird zwischen Konformitätskontrolle und operativen, umständebedingten bzw. investigativen Überwachungen. Es werden darin die Mittel präzisiert, die zur Verringerung der potenziellen Gefahren eingesetzt bzw. in Erwägung gezogen werden.

**Art. 8.** Jedem Entwurf eines Managementplans zur sanitären Sicherheit wird eine zur Information des Verbrauchers bestimmte und nach dem Muster in Anhang IV verfasste Zusammenfassung der Ergebnisse der Risikobewertung beigelegt.

**Art. 9.** Was die Pestizide betrifft, sind für die Risikobewertung die am meisten nachgewiesenen Stoffe und Metaboliten, die in Anhang XI des verordnungsrechtlichen Teils des Buches II des Umweltgesetzbuches aufgenommen sind, und die übrigen, in den Präventivzonen der Entnahmestellen des betroffenen Versorgungsgebiets verwendeten Stoffe zu berücksichtigen.

Namur, den 4. April 2018

C. DI ANTONIO

#### ANHANG I

FRAGEN, DIE IM RAHMEN DER ERSTELLUNG EINES MANAGEMENTPLANS ZUR SANITÄREN SICHERHEIT DES WASSERS ZU BERÜCKSICHTIGEN SIND (NICHT ABSCHLIESSENDE AUFLISTUNG), UND MINIMALE BESCHREIBUNG DER VERSORGUNGSKETTE

Wassereinzugsgebiet der Entnahmestelle und Präventivzonen:

EINZUGSGEBIET
Welche sind die Hauptmerkmale der Bodennutzung im Einzugsgebiet?
Welche sind die Merkmale der Wasserregenerierung im Einzugsgebiet (Modell Aquamod, piezometrische Messungen, sonstige verfügbare Informationen)?
Ist das erschlossene Grundwasservorkommen frei oder gespannt?
Ist der erschlossene Grundwasserleiter karstartig?
Weist der erschlossene Grundwasserleiter eine besondere Geochemie im Einzugsgebiet auf?

(Abgegrenzte bzw. pauschal bestimmte) PRÄVENTIVZONE
Gibt es unter den in der Präventivzone vorhandenen Tätigkeiten potenzielle Kontaminierungsquellen?
Wie weit sind die Maßnahmen zur Angleichung an die geltenden Vorschriften, die im Ministeriellen Erlass über die Präventivzonen vorgesehen sind, bereits vorangeschritten?
Sind in den Präventivzonen Gebiete mit Überschwemmungsgefahr, Feuchtgebiete oder eine Wechselwirkung zwischen Oberflächenwasser und Grundwasser identifiziert worden?

Wasserentnahmeanlagen:

ENTNAHMESTANDORT (BLICK AUF DAS WASSER)
Ist der Entnahmestandort leicht zu erreichen, gefährdet...?
Welche Schutzvorrichtungen sind im Bereich der Entnahmestelle eingerichtet worden (Zäune, Gebäude,...) und was ist ihr Zustand?
Liegt der Entnahmestandort in einem Gebiet mit Oberflächenabfluss und/oder Überschwemmungsgefahr?
Ist ein Abwasserleitungsnetz vorhanden in der Nähe des Standorts?
Ist das Bauwerk anfällig für naturbedingte Beschädigungen (Vegetation...)?
WASSERENTNAHMEBAUWERK
Wie ist das Bauwerk ausgerüstet (Brunnenkopf)?
Position der Brunnenfilter und beanspruchte(r) Pegelstand/ände?
Kann das Bauwerk geophysikalischen Ereignissen (Bergbau, Karsteinbruch, Erdbeben, Erdbeben, Erdbeben) unterworfen werden?
Kann das Niveau des Wasserlaufs höher liegen als das des Bauwerkes?
Kann die Wasserentnahmeverrichtung durch Ausuferung überschwemmt werden?
Wie ändern sich die Durchflussmenge und die Qualität des Wassers mit der Niederschlagsmenge?

Aufbereitung des Wassers:

AUFBEREITUNGSSTATION - Gelände & Gebäude
Ist der Aufbereitungsstandort leicht zu erreichen, gefährdet...?
Liegt der Aufbereitungsstandort in der Nähe eines als "Seveso" eingestuft Standorts bzw. ist er selber als "Seveso" eingestuft?
Liegt der Aufbereitungsstandort in einem Gebiet mit Überschwemmungsgefahr?
Was ist die Chronologie der Stromversorgungsausfälle?
AUFBEREITUNGSVERFAHRE?
Welche sind die mit den Eigenschaften des Wassers verbundenen gesundheitlichen Gefahren im Falle eines Versagens der Aufbereitung?
Inwieweit werden die Aufbereitungsverfahren beherrscht (Maß an Vertrautheit mit dem Verfahren, Dokumentation, Wartungspläne...)?

Wird beim Aufbereitungsverfahren auf den Einsatz von Reagenzien zurückgegriffen? Wenn ja, und was das erzeugte Wasser betrifft, wurde eine Analyse der mit der Lieferung, Speicherung, Bewirtschaftung, Beförderung verbundenen Risiken, der Risiken einer Überdosierung, Unterdosierung oder Nichtdosierung des Reagens durchgeführt?

Welche sind die Online-Kontrollinstrumente?

Speicherung des Wassers (oberster Speicher):

Ist der Speicherungsstandort leicht zu erreichen, gefährdet...?

Liegt der Speicherungsstandort in einem Gebiet mit Überschwemmungsgefahr?

Was ist die Chronologie der Stromversorgungsausfälle?

Welche sind die Online-Kontrollinstrumente des ins Netz gepumpten Wassers?

Versorgungsnetz:

Inwieweit werden die vermögensrechtlichen Eigenschaften des Netzes im Griff gehalten (Pläne, Abnutzungsgrad,...)?

Ist das Netz vermascht?

Steht das Kalk-Kohlensäure-Gleichgewicht unter Kontrolle? Wenn nicht, welche Auswirkung hat dies auf das Netz?

Verfügen Sie über Listen von sensiblen Nutzern? (Krankenhäuser, Schulen, Krippen, Heime, Heimdialysen, Gefängnisse...)?

Gesehen, um dem Ministeriellen Erlass vom 4. April 2018 zur Bestimmung verschiedener Modalitäten bezüglich des Managementplans zur sanitären Sicherheit des Wassers als Anhang beigefügt zu werden.

Namur, den 4. April 2018

Der Minister für Umwelt, den ökologischen Wandel, Raumordnung, öffentliche Arbeiten, Mobilität, Transportwesen, Tierschutz und Gewerbegebiete

C. DI ANTONIO

## ANHANG II

### KENNZEICHNUNG DER GEFAHRENTRÄCHTIGEN EREIGNISSE

Es kann zwischen den Ereignissen unterschieden werden, je nachdem, ob sie anthropogener oder natürlicher Art sind, und je nachdem, ob sie externer oder interner Art im Verhältnis zum Trinkwassererzeuger und -versorger sind. Die Ereignisse können in 3 Kategorien eingeteilt werden:

Natürliche Ereignisse:

Ereignisse, die durch die natürliche Umgebung, etwa Klima oder Bodenmorphologie, entstanden sind und ihren Ursprung folglich außerhalb des Tätigkeitsgebiets des Trinkwassererzeugers und -versorgers haben

- Durch einen numerischen Code der 1000-Serie gekennzeichnet

Externe anthropogene Ereignisse:

Ereignisse, die durch die menschliche Aktivität entstanden sind und ihren Ursprung außerhalb des Tätigkeitsgebiets des Trinkwassererzeugers und -versorgers haben

- Durch einen numerischen Code der 2000-Serie gekennzeichnet

Interne anthropogene Ereignisse:

Ereignisse, die durch die menschliche Aktivität entstanden sind und ihren Ursprung innerhalb des Tätigkeitsgebiets des Trinkwassererzeugers und -versorgers haben

- Durch einen numerischen Code der 3000-Serie gekennzeichnet

Das gekennzeichnete Ereignis hat eine Änderung der Wasserqualität zur Folge.

Nimmt man das Beispiel eines durch einen Überdruck im Netz verursachten Bruchs einer Wasserversorgungsleitung, der zum Eindringen von Regenwasser in diese Leitung führt, so ist das Eindringen von Regenwasser als das Ereignis, der Leitungsbruch als die Ursache und eine Verschlechterung der Wasserqualität als die Folge zu verstehen.

Nicht abschließende Liste von Ereignissen, die zu berücksichtigen sind:

Ereignis	Code	Bemerkungen
Aufwuchs von Algen und Flora (einschließlich der Wurzeln)	1010	
Eindringen (von Insekten, Tieren,...)	1020	
Eindringen von Wasser (Regenwasser, salzhaltiges Wasser, Oberflächenwasser, unterirdisches Wasser)	1030	
Geophysikalisches Ereignis	1060	(z.B.: Erdbeben, Karsteinbruch, Erdbeben,...)
Wetterbedingtes Ereignis (Hitze, Dürre, Kälte, heftige Regenfälle, Blitz,...)	1080	



Eindringen von Wasser (Abwasser, verunreinigtes Wasser, Wasserrückläufe,...)	2000	
Bodenverschmutzung (im Zusammenhang mit einer industriellen, landwirtschaftlichen oder häuslichen Tätigkeit, einer Lagerung von Kohlenwasserstoffen,...)	2020	
Externe Organisation (Lagerfehlbestand, Streik, Vergabe von Aufträgen an Subunternehmer,...)	2100	
Eindringen von Menschen - Vandalismus/ Terrorismus	2200	
Luftverschmutzung	2450	
Schäden und Dysfunktionen an der Struktur (Erzeugungs-, Speicherungs-, Beförderungsstruktur)	3000	Abnutzung, Korrosio?
Technisches Versagen des Prozesses (betrifft die Aufbereitung, Erzeugung, Versorgung. Beispiel: Dosierpumpe, Antrieb,...)	3300	
Menschlicher Fehler	3400	Bei Wartungsarbeiten und/ oder Eingriffen an Pump-/Aufbereitungsanlagen

Gesehen, um dem Ministeriellen Erlass vom 4. April 2018 zur Bestimmung verschiedener Modalitäten bezüglich des Managementplans zur sanitären Sicherheit des Wassers als Anhang beigefügt zu werden.

Namur, den 4. April 2018

Der Minister für Umwelt, den ökologischen Wandel, Raumordnung, öffentliche Arbeiten, Mobilität, Transportwesen, Tierschutz und Gewerbegebiete

C. DI ANTONIO

**ANHANG III**

**RISIKOBEWERTUNGSMATRIX**

Für jedes gefahrenträchtige Ereignis werden die Risiken mit Noten versehen, indem der Schwere-Index und der Index zur Plausibilität des Auftretens (Wahrscheinlichkeit) auf folgende Weise zum Risikoindex kombiniert werden:

		Schweregrade (1)				
		Unbedeutend	Geringfügig	Mäßig	Erheblich	Katastrophal
		1	2	4	8	16
Wahrscheinlichkeitsgrad (2)	Unwahrscheinlich	1	2	4	8	16
	Wenig wahrscheinlich	2	4	8	16	32
	Wahrscheinlich	3	6	12	24	48
	Sehr wahrscheinlich	4	8	16	32	64
	Fast sicher	5	10	20	40	80

- Grün:** zumutbares Risiko
- Gelb:** unerwünschtes Risiko
- Rot:** untragbares Risiko

- Wahrscheinlich
- Grün: zumutbares Risiko
- Gelb: unerwünschtes Risiko
- Rot: untragbares Risiko

(1) Definitionen der Schweregrade Unbedeutend (1): keine Veränderung der Wahrnehmung und keine gesundheitliche Auswirkung

Geringfügig (2): leichte Veränderung der Wahrnehmung und keine gesundheitliche Auswirkung

Mäßig (4): erhebliche Veränderung der Wahrnehmung oder geringe gesundheitliche Auswirkung

Erheblich (8): bedeutende gesundheitliche Auswirkung durch langfristige Exposition

Katastrophal (16): bedeutende gesundheitliche Auswirkung durch kurzfristige Exposition

Die Wahrnehmung betrifft das Aussehen, den Geruch oder den Geschmack.

Die gesundheitliche Auswirkung betrifft die Parameter, die die menschliche Gesundheit beeinträchtigen können.

Schweregrad der gebräuchlichen Parameter der Wasserqualität Katastrophal (16)

\* Mikrobiologie (Krankheitserreger und Indikatoren einer Verunreinigung durch Fäkalien)

\* Trübung (potenzieller Zusammenhang mit der Mikrobiologie)

- Erheblich (8)
- \* Chemische Parameter (Tabelle B)
  - \* Kohlenwasserstoffe und chlorhaltige Lösungsmittel
  - \* Hormonaktive Schadstoffe
  - \* Perchlorat
  - \* Alpha- und Betaradioaktivität
  - \* Nitrosamine
- Mäßig (4)
- \* Farbe
  - \* Geruch
  - \* Geschmack
  - \* Leitfähigkeit
- \* Chlor: zusammen mit seinen Auswirkungen auf die THM (Trihalomethane) und die Mikrobiologie zu berücksichtigen
- \* Indikatorparameter (Tabelle C)
  - \* Pharmazeutische Verbindungen
  - \* Tritium
  - \* pH-Wert (Folgen eines ungeeigneten pH-Wertes)
  - \* Temperatur (Folgen einer ungeeigneten Temperatur)
- Geringfügig (2)
- \* Wasserhärte, Calcium und Magnesium
- (2) Definitionen der Wahrscheinlichkeitsgrade des gefahrenträchtigen Ereignisses Unwahrscheinlich (1)
- \* Ereignis, das in der Vergangenheit nie vorgekommen ist und bei dem alle notwendigen Bedingungen für dessen Vorkommen in der Zukunft nicht vorhanden sind, bzw. das mit einer Auftretenshäufigkeit von maximal einmal alle zehn Jahre vorkommen wird
- Wenig wahrscheinlich (2)
- \* Ereignis, das in der Vergangenheit nie vorgekommen ist, bei dem alle notwendigen Bedingungen für dessen Vorkommen jedoch vorhanden sind, ohne dass dies notwendigerweise zur tatsächlichen Verwirklichung führt, bzw. das ausnahmsweise oder mit einer Auftretenshäufigkeit von maximal einmal im Jahr vorkommen wird
- Wahrscheinlich (3)
- \* Ereignis, das in der Vergangenheit bereits vorgekommen ist und/oder aller Voraussicht nach in der Zukunft vorkommen wird, bzw. das vereinzelt oder mit einer Auftretenshäufigkeit von maximal einmal im Monat vorkommen wird
- Sehr wahrscheinlich (4)
- \* Ereignis, das in der Vergangenheit bereits vorgekommen ist und/oder aller Voraussicht nach in der Zukunft vorkommen wird, bzw. das regelmäßig oder mit einer Auftretenshäufigkeit von maximal einmal wöchentlich vorkommen wird
- Fast sicher (5)
- \* Ereignis, das in der Vergangenheit bereits vorgekommen ist und/oder aller Voraussicht nach in der Zukunft vorkommen wird, bzw. das wiederholt oder mit einer Auftretenshäufigkeit von einmal täglich oder mehr vorkommen wird
- (3) Maßnahmen, die je nach dem Risikograd einzuleiten sind Zumutbares Risiko (Risikograd zwischen 1 und 4 einschließlich):
- \* Keine Verpflichtung, eine Maßnahme einzuleiten.
- Unerwünschtes Risiko (Risikograd zwischen 5 und 24 einschließlich):
- \* Ein Aktionsplan ist aufzustellen mit dem Ziel, das Risiko zu beherrschen.
- Untragbares Risiko (Risikograd zwischen 25 und 80 einschließlich):
- \* Dringend einzuleitende Maßnahmen.
- Gesehen, um dem Ministeriellen Erlass vom 4. April 2018 zur Bestimmung verschiedener Modalitäten bezüglich des Managementplans zur sanitären Sicherheit des Wassers als Anhang beigefügt zu werden.
- Namur, den 4. April 2018

Der Minister für Umwelt, den ökologischen Wandel, Raumordnung, öffentliche Arbeiten, Mobilität, Transportwesen, Tierschutz und Gewerbegebiete

C. DI ANTONIO

#### ANHANG IV

Gegenstand des Managementplans für die sanitäre Sicherheit des Wassers:

Wasserlieferant:

Versorgungsgebiet ZWXXXX : BEZEICHNUNG

Betroffene Gemeinden (und Sektionen):

Betroffene Parameterfamilien, mit Ausnahmehäufigkeit (von X Kontrollen/Jahr auf Y Kontrollen/Jahr):

Familie 1: ....., Häufigkeit:

Familie 2: ....., Häufigkeit:

...

Information an die Abonnenten.

Das oben beschriebene Wasserversorgungsgebiet wurde auf die Gefahren einer Verschlechterung der Wasserqualität untersucht.

Es ergibt sich aus dieser gründlichen Risikoanalyse und aus der Überwachungsmaßnahme, der das Leitungswasser ab dem (Datum) unterworfen wurde, dass das Auftreten eines Problems, das die Qualität des Leitungswassers in Ihrem Gebiet betrifft und sich auf die Parameterfamilie.... bezieht, vollkommen bewältigt ist.

Diese Sicherheitslage wird durch folgende Erwägungen begründet (anzugeben):

- Einzugsgebiet: .....
- Präventivzonen: .....
- Wasserentnahmeanlagen: .....
- Wasseraufbereitungsanlagen: .....
- Wasserspeicherungsanlagen: .....
- Versorgungsnetz: .....

Außerdem wird das Wasserversorgungssystem, an das Sie angeschlossen sind, entsprechend kontrolliert.

Infolgedessen:

wird die Überwachungshäufigkeit dieser Parameterfamilien im Versorgungsnetz dementsprechend vermindert, da die mit den Risiken zusammenhängenden gefährlichen Ereignisse im Vorfeld der Wasserversorgung bewältigt und kontrolliert worden sind.

oder

wird die Überwachung dieser Parameterfamilien dementsprechend für einen Zeitraum von X (maximal 6) Jahren ausgesetzt, da es keine damit zusammenhängenden Risiken gibt.

Gesehen, um dem Ministeriellen Erlass vom 4. April 2018 zur Bestimmung verschiedener Modalitäten bezüglich des Managementplans zur sanitären Sicherheit des Wassers als Anhang beigefügt zu werden.

Namur, den 4. April 2018

Der Minister für Umwelt, den ökologischen Wandel, Raumordnung, öffentliche Arbeiten, Mobilität, Transportwesen, Tierschutz und Gewerbegebiete

C. DI ANTONIO

VERTALING

#### WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2018/202406]

#### 4 APRIL 2018. — Ministerieel besluit tot bepaling van verscheidene nadere regel betreffende het beheersplan voor de sanitaire veiligheid van water

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken, Mobiliteit, Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,

Gelet op boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, artikel D.188;

Gelet op het reglementair gedeelte van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, inzonderheid op artikel R.256, § 1, lid 6, vervangen door het besluit van de Waalse Regering van 30 november 2017;

Gelet op het rapport van 27 maart 2018 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2<sup>o</sup>, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op advies van de Raad van State nr. 62.905/4, gegeven op 26 februari 2018, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2<sup>o</sup>, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973,

Besluiten :

**Artikel 1.** Wanneer norm NBN EN 15975-2 inzake het veiligstellen van de drinkwatervoorziening en de richtsnoeren betreffende risico- en crisisbeheer voor de risicobeoordeling gehanteerd wordt, zijn de in bedoelde norm vastgestelde begripsomschrijvingen van toepassing op het beheersplan voor de sanitaire veiligheid van het water.

**Art. 2.** De beheersplannen voor de sanitaire veiligheid van het openbare distributiewater worden volgens een holistische aanpak van het risicobeheer verwezenlijkt, van de waterbron tot aan de kraan van de consument.

Deze aanpak baseert zich op een geactualiseerde beschrijving van het betrokken drinkwatervoorzieningsstelsel in overeenstemming met de synoptische schema's van de waterdistributiegebieden die door de interne nood- en interventieplannen vereist zijn.

**Art. 3.** Bij de risicobeoordeling in het kader van het opmaken van een beheersplan voor de sanitaire veiligheid wordt er tenminste met de vragen vermeld in bijlage 1 van dit besluit in rekening gehouden. Iedere vraag waarvan het antwoord elk risico niet uitsluit zal verder onderzocht worden.

**Art. 4.** De mogelijke gevaarlijke gebeurtenissen die tenminste onderzocht moeten worden, worden in bijlage II van dit besluit bepaald.

**Art. 5.** De risicobeoordeling en -hiërarchisering worden in overeenstemming met de matrix van de risicobeoordeling uitgevoerd, die bij bijlage III van dit besluit gevoegd is.

**Art. 6.** Het opmaken van een project van beheersplan voor de sanitaire veiligheid houdt met name rekening met de volgende informatie :

1<sup>o</sup> informatie die plaatselijk nuttig is en die in de beheersplannen van de stroomgebiedsdistricten vermeld is, in het bijzonder de karakterisering van de waterlichamen en de resultaten van de monitoringprogramma's van de kaderrichtlijn water;

2<sup>o</sup> milieugegevens met geografie die door de Waalse Overheidsdienst ter beschikking gesteld worden;

3<sup>o</sup> het historisch overzicht betreffende de monitoring van het ruwe water (voor het deel waterbron) en van het gedistribueerd water evenals het historisch overzicht van de aangiften van gebeurtenissen die de kwaliteit van het water bedreigen (voor het deel behandeling).

Voor de toepassing van lid 1, 2<sup>o</sup> gebruikt de leverancier de milieugegevens die op het geoportaal van Wallonië ter inzage liggen :

<http://geoportail.wallonie.be/cms/home.html>

**Art. 7.** Voor de toepassing van artikel R.255, § 2, van het reglementair deel van Boek II van het Milieuwetboek dat het Waterwetboek inhoudt, vermeldt het beheersplan voor de sanitaire veiligheid van het water de controlemaatregelen inzake waterkwaliteit en hun localisatie binnen de waterdistributiezone, en maakt een onderscheid tussen conformiteitscontrole en operationele controles, controles door omstandigheden of onderzoekscontroles. Het bepaalt de middelen die ingevoerd of overwogen zijn om mogelijke risico's te beperken.

**Art. 8.** Elk ontwerp van beheersplan voor de sanitaire veiligheid wordt vergezeld van een samenvatting van de resultaten van de risicobeoordeling ter informatie van de consument, die volgens het model in bijlage IV opgemaakt wordt.

**Art. 9.** Wat de pesticiden betreft zal de risicobeoordeling rekening houden met de meest gedetecteerde stoffen en metabolieten opgenomen in bijlage XI van het reglementair deel van het Waterwetboek en met de andere stoffen gebruikt in de voorkomingsgebieden van waterwinningspunten die de betrokken distributiezone bevoorraden.

Namen, 4 april 2018.

C. DI ANTONIO

#### BIJLAGE I

VRAGEN DIE IN AANMERKING GENOMEN MOETEN WORDEN IN HET KADER VAN DE OPMAKING VAN EEN BEHEERSPLAN VOOR DE SANITAIRE VEILIGHEID VAN HET WATER (ONVOLLEDIG) EN MINIMALE OMSCHRIJVING VAN DE VOEDINGSKETEN

Bekken voor de bevoorrading in water van de winning en voorkomingsgebieden:

VOEDINGSBEKKEN
Wat zijn de voornaamste kenmerken van het bodemgebruik van het voedingsbekken ?
Wat zijn de kenmerken van de wateraanvulling in het voedingsbekken (model AquaMod), piëzometrische metingen, andere beschikbare informatie) ?
Is de geëxploiteerde grondwaterlaag vrij of ingesloten ?
Is de geëxploiteerde grondwaterlaag van het karsttype ?
Heeft de geëxploiteerde grondwaterlaag een bijzondere geochemie in het voedingsbekken ?
VOORKOMINGSGEBIED (afgebakend of forfaitair)
Bestaan er, onder de activiteiten aanwezig in het voorkomingsgebied, potentiële besmettingsbronnen ?
Wat is de stand van vordering van de overeenstemmingsacties bepaald in het ministerieel besluit betreffende de voorkomingsgebieden ?
Worden overstroombare gebieden, vochtige gebieden of een interactie OPW en GRW geïdentificeerd in de voorkomingsgebieden ?

Installaties van waterwinning :

MONSTERNEMINGSPLAATS (KIJK OP HET WATER)
Is de monsternemingsplaats vlot toegankelijk, kwetsbaar... ?
Welke beschermingen worden geïnstalleerd op het niveau van de waterwinning (omheining, gebouwen,...) en in welke staat zijn ze ?
Is de monsternemingsplaats gelegen in een afvloeiend en/of overstroombaar gebied ?
Bestaat er een rioolnet van het afvalwater in de nabijheid van de site ?
Is het kunstwerk gevoelig voor de natuurlijke beschadigingen (vegetatie,...) ?
KUNSTWERK(EN) VOOR WATERWINNING
Hoe is het kunstwerk uitgerust (putmond) ?
Positie van de roosters en verzochte grondwaterlaagniveau(s) ?
Kan het kunstwerk worden onderworpen aan geofysische gebeurtenissen (mijnen, karstinstorting, aardbeving, aardverschuiving) ?
Kan het niveau van de waterloop het niveau van het kunstwerk overschrijden ?
Kan de waterwinningsvoorziening onder water komen te staan door overstroming ?
Hoe varieert het debiet en de kwaliteit van het water met de neerslag ?

De behandeling van het water:

BEHANDELINGSSTATION - site & gebouw
Is de behandelingssite gemakkelijk toegankelijk, kwetsbaar... ?
Ligt de behandelingssite in de nabijheid van een locatie die als Seveso is ingedeeld of is ze zelf als Seveso ingedeeld ?

Is de behandelingsite gelegen in een overstroombaar gebied ?
Wat is het overzicht van de onderbrekingen van de elektrische bevoorrading ?
<b>BEHANDELINGSPROCESSEN</b>
Welke zijn de sanitaire gevaren die met de kenmerken van het water verband houden in geval van behandelingsfout ?
Wat is het beheersingsniveau van de behandelingsprocessen (kennisniveau van het proces, documentatie, onderhoudsplannen...)?
Doet het behandelingsprocédé beroep op het gebruik van reagentia ? Indien ja, t.o.v het geproduceerde water, werd de risicoanalyse i.v.m. de levering, de opslag, het beheer, het vervoer, de risico's van overdosering, van onderdosering of niet dosering van het reagens,...uitgevoerd ?
Welke zijn de controle-instrumenten on line ?

De opslag van het water (bovenste reservoir):

Is de opslagplaats gemakkelijk toegankelijk, kwetsbaar... ?
Is de opslagplaats gelegen in een overstroombaar gebied ?
Wat is het overzicht van de onderbrekingen van de elektrische bevoorrading ?
Welke zijn de controle-instrumenten on line van het in netwerk gebrachte water ?

Het netwerk:

Wat is het beheersingsniveau van de patrimoniale kenmerken van het netwerk (plannen, verouderingsgraad,...) ?
Is het netwerk vermaasd ?
Is het calco-koolzuurhoudend evenwicht beheerst ? Indien nee, wat is de impact ervan op het netwerk ?
Beschikt u over lijsten van gevoelige gebruikers ? (ziekenhuizen, scholen, kribben, bejaardentehuis, thuisdialyses, gevangenissen...)?

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 4 april 2018 tot bepaling van verscheidene nadere regels betreffende het beheersplan voor de sanitaire veiligheid van het water.

Namen, 4 april 2018.

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken, Mobiliteit, Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,

C. DI ANTONIO

## BIJLAGE II

### IDENTIFICATIE VAN GEVAARLIJKE GEBEURTENISSEN

Men kan de gebeurtenissen onderscheiden volgens hun antropogene of natuurlijke aard, en extern of intern t.o.v. de producent-verdeler van drinkwater. De gebeurtenissen kunnen in 3 categorieën worden ingedeeld :

Natuurlijke gebeurtenissen:

Gebeurtenissen voortvloeiende uit de natuurlijke omgeving, zoals het klimaat of de morfologie van de grond, en dus van een externe oorsprong t.o.v. de activiteitsomtrek van de producent-verdeler van drinkwater

- Geïdentificeerd door een numerieke code van de reeks 1000

Externe antropogene gebeurtenissen :

Gebeurtenissen voortvloeiende uit de menselijke activiteit en van een externe oorsprong t.o.v. de activiteitsomtrek van de producent-verdeler van drinkwater

- Geïdentificeerd door een numerieke code van de reeks 2000

Interne antropogene gebeurtenissen :

Gebeurtenissen voortvloeiende uit de menselijke activiteit en van een interne oorsprong t.o.v. de activiteitsomtrek van de producent-verdeler van drinkwater

- Geïdentificeerd door een numerieke code van de reeks 3000

De geïdentificeerde gebeurtenis heeft als gevolg de verandering van de kwaliteit van het water.

Als men het voorbeeld neemt van een breuk van een distributieleiding, veroorzaakt door een netwerkoverdruk, die het binnensijpelen van afvloeiend hemelwater tot gevolg heeft, dan is de gebeurtenis het binnensijpelen van afvloeiend hemelwater, de oorzaak is de breuk van de leiding en het gevolg is een verslechtering van de kwaliteit van het water.

Niet limitatieve lijst van in aanmerking te nemen gebeurtenissen :

Gebeurtenis	Code	Opmerkingen
Ontwikkeling wier en flora (waaronder wortels)	1010	
Indringing (insect, dier,...)	1020	
Waterindringing (afvloeiend hemelwater, zoutwater, oppervlakte- en grondwater,...)	1030	

Geofysische gebeurtenis	1060	(vb : aardbeving, karstinstorting, aardverschuiving?)
Meteorologische gebeurtenis (warmte, droogte, koude, hevige regen, bliksem,...)	1080	
Waterindringing (afvalwater, besmet water, retourwater,...)	2000	
Bodemverontreiniging (i.v.m. een industriële, landbouw- of huishoudelijke activiteit, een opslag van koolwaterstoffen,...)	2020	
Externe organisatie (voorraadtekort, staking, onderaanneming,...)	2100	
Menselijke indringing - Vandalisme/terrorisme	2200	
Luchtverontreiniging	2450	
Schade en wanorde aan de (productie, opslag-, vervoer-) structuur	3000	Ouderdom, corrosi?
Technisch defect van het proces (betreft de behandeling, de productie, de distributie Voorbeeld: doseerpomp, motor,...)	3300	
Menselijke fout	3400	Tijdens instandhoudingsverrichtingen en/of interventies op pomp/behandelingsinstallatie?

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 4 april 2018 tot bepaling van verscheidene nadere regels betreffende het beheersplan voor de sanitaire veiligheid van het water.

Namen, 4 april 2018.

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken, Mobiliteit, Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,

C. DI ANTONIO

### BIJLAGE III

#### RISICOBEOORDELINGSMATRIX

Voor elke gevaarlijke gebeurtenis worden de risico's opgeschreven door de ernstindex en de index van waarschijnlijkheid van voorkomen (probabiliteit) op de volgende manier te verenigen om de risicoindex te krijgen :

		Ernstniveaus (1)				
		Onbeduidend	Minder belangrijk	Matig	Doorslaggevend	Rampzalig
Probabiliteitsniveaus (2)		1	2	4	8	16
Onwaarschijnlijk	1	1	2	4	8	16
	2	2	4	8	16	32
	3	3	6	12	24	48
	4	4	8	16	32	64
	5	5	10	20	40	80

(1) Definities van de ernstniveaus Onbeduidend (1): geen wijziging van de perceptie en geen enkele sanitaire impact

Minder belangrijk (2) : lichte wijziging van de perceptie en geen enkele sanitaire impact

Matig (4): belangrijke wijziging van de perceptie of geringe sanitaire impact

Doorslaggevend (8): belangrijke sanitaire impact door de blootstelling op lange termijn

Rampzalig (16): belangrijke sanitaire impact door de blootstelling op korte termijn

De perceptie betreft het visuele aspect, de geur of de smaak.

De sanitaire impact betreft de parameters die de menselijke gezondheid kunnen treffen.

Ernstniveau van de gebruikelijke parameters van de kwaliteit van het water Rampzalig (16)

\* Microbiologie (pathogeen en indicator van fecale besmetting)

\* Troebelheid (potentiële relatie met de microbiologie)

Doorslaggevend (8)

\* Chemische parameters (tabel B)

\* Koolwaterstoffen en gechloreerde oplosmiddelen

\* Hormoonverstoorders

\* Perchloraat

\* Radioactiviteit alfa en bèta

\* Nitrosaminen

Matig (4)

\* Kleur

\* Geur

\* Smaak

\* Geleidbaarheid

\* Chloor : in overweging te nemen met zijn gevolgen op de THM en de microbiologie

\* Indicatieve parameters (tabel C)

\* Farmaceutische samenstellingen

\* Tritium

\* pH (gevolgen van een onaangepaste pH)

\* Temperatuur (gevolgen van een onaangepaste temperatuur)

Minder belangrijk (2)

\* Hardheid van het water, calcium en magnesium

(2) Definities van de probabiliteitsniveaus van de gevaarlijke gebeurtenis Onwaarschijnlijk (1)

\* gebeurtenis die zich nooit heeft voorgedaan in het verleden en die niet de nodige voorwaarden vervult om zich in de toekomst voor te doen of die zich aan een frequentie van voorkomen van maximum één keer om de tien jaar zal voordoen

Weinig waarschijnlijk (2)

\* gebeurtenis die zich nooit heeft voorgedaan in het verleden maar die de nodige voorwaarden vervult om zich voor te doen zonder dat er sprake is van een effectieve realisatie of die zich uitzonderlijk zal voordoen, of die zich aan een frequentie van voorkomen van maximum één keer per jaar zal voordoen

Waarschijnlijk (3)

\* gebeurtenis die zich in het verleden al heeft voorgedaan en/of kansen heeft om zich in de toekomst voor te doen, of die zich op punctuele wijze zal voordoen, of die zich aan een frequentie van voorkomen van maximum één keer per maand zal voordoen

Heel waarschijnlijk (4)

\* gebeurtenis die zich in het verleden al heeft voorgedaan en/of kansen heeft om zich in de toekomst voor te doen, of die zich op regelmatige wijze zal voordoen, of die zich aan een frequentie van voorkomen van maximum één keer per week zal voordoen

Bijna zeker (5)

\* gebeurtenis die zich in het verleden al heeft voorgedaan en/of kansen heeft om zich in de toekomst voor te doen, of die zich op recurrente wijze zal voordoen, of die zich aan een frequentie van voorkomen van één keer per dag of meer zal voordoen

(3) Te nemen acties in functie van de risiconiveaus Aanvaardbaar risico (risiconiveau tussen 1 en 4 inbegrepen) :

\* Geen verplichting om een actie te ondernemen

Ongewenst risico (risiconiveau tussen 5 en 24 inbegrepen) :

\* Uit te voeren actieplan om het risico te beheersen.

Onaanvaardbaar risico (risiconiveau tussen 25 en 80 inbegrepen) :

\* Dringend te ondernemen actie.

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 4 april 2018 tot bepaling van verscheidene nadere regels betreffende het beheersplan voor de sanitaire veiligheid van het water.

Namen, 4 april 2018.

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken, Mobiliteit, Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,

C. DI ANTONIO

#### BIJLAGE IV

Doel van het beheersplan voor de sanitaire veiligheid van het water:

Waterleverancier :

Distributiegebied ZWXXXX : NAAM

Betrokken gemeenten (en afdelingen):

Betrokken soorten parameters, met afwijkende frequentie (van X controles/jaar tot Y controles/jaar):

Soort 1 : ....., frequentie:

Soort 2 : ....., frequentie:

...

Informatie aan de abonnees

De hierboven omschreven waterdistributiezone werd onderzocht in functie van de beschadigingsrisico's van de kwaliteit van het water.

Uit dit diepgaand onderzoek van de risico's en uit het toezicht toegepast sinds (datum) op het niveau van het verdeelde water, blijkt dat het voorkomen van een probleem van kwaliteit van het water verdeeld in uw gebied betreffende de soorten parameters... perfect beheerst is.

Deze veiligheid wordt gerechtvaardigd door de volgende overwegingen (nader te bepalen):

- voedingsbekken: .....

- voorkomingsgebieden: .....

- installaties van waterwinning: .....

- installaties van waterbehandeling: .....

- installaties van wateropslag: .....

- distributienet: .....

Bovendien beschikt het systeem i.v.m. watervoorziening waaronder u ressorteert over de aangepaste maatregelen voor de controle.

Bijgevolg:

De frequentie van toezicht van deze soorten parameters in het distributienet is dan ook verminderd aangezien de gevaarlijke gebeurtenissen in verband met de risico's beheerst en gecontroleerd zijn stroomopwaarts van de waterdistributie.

Of

Het toezicht van deze soorten parameters is dan ook opgeschort voor een periode van X [maximum 6] jaren aangezien de verbonden risico's onbestaande zijn.

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 4 april 2018 tot bepaling van verscheidene nadere regels betreffende het beheersplan voor de sanitaire veiligheid van het water.

Namen, 4 april 2018.

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken, Mobiliteit, Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,

C. DI ANTONIO

## ANDERE BESLUITEN — AUTRES ARRETES

### FEDERALE OVERHEIDSDIENST BUITENLANDSE ZAKEN, BUITENLANDSE HANDEL EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING

[C – 2018/11954]

#### Buitenlandse Consulaten in België

Op 19 april 2018 heeft de heer Bruno JOOS de ter BEERST de nodige volmacht ontvangen om het ambt van Ereconsul van de Republiek Portugal met standplaats te Gent uit te oefenen, met als consulaire ressort de Provincie Oost-Vlaanderen.

### SERVICE PUBLIC FEDERAL AFFAIRES ETRANGERES, COMMERCE EXTERIEUR ET COOPERATION AU DEVELOPPEMENT

[C – 2018/11954]

#### Consulats étrangers en Belgique

Le 19 avril 2018, M. Bruno JOOS de ter BEERST a reçu l'autorisation nécessaire pour exercer les fonctions de Consul honoraire de la République du Portugal à Gant avec comme circonscription consulaire la Province de Flandre orientale.

### FEDERALE OVERHEIDSDIENST SOCIALE ZEKERHEID

[C – 2018/11956]

Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering. — Kamer van beroep die kennis neemt van alle zaken die in het Frans en in het Duits moeten worden behandeld, ingesteld bij de Dienst voor geneeskundige evaluatie en controle. — Ontslag en benoeming van een lid

Bij koninklijk besluit van 23 april 2018, dat uitwerking heeft met ingang van 1 april 2018, wordt eervol ontslag uit haar functies van werkend lid van de Kamer van beroep die kennis neemt van alle zaken die in het Frans en in het Duits moeten worden behandeld, ingesteld bij de Dienst voor geneeskundige evaluatie en controle van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering, verleend aan Mevr. CARLIER Sophie.

Bij hetzelfde besluit, wordt Mevr. EVELETTE Fabienne benoemd in de hoedanigheid van werkend lid bij genoemde Kamer van beroep, op voordracht van een verzekeringsinstelling, ter vervanging van Mevr. CARLIER Sophie, wier mandaat zij zal voleindigen.

### SERVICE PUBLIC FEDERAL SECURITE SOCIALE

[C – 2018/11956]

Institut national d'assurance maladie-invalidité. — Chambre de recours qui connaît de tous les dossiers devant être traités en français et en allemand, instituée auprès du Service d'évaluation et de contrôle médicaux. — Démission et nomination d'un membre

Par arrêté royal du 23 avril 2018, qui produit ses effets le 1<sup>er</sup> avril 2018, démission honorable de ses fonctions de membre effectif de la Chambre de recours qui connaît de tous les dossiers devant être traités en français et en allemand, instituée auprès du Service d'évaluation et de contrôle médicaux de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité, est accordée à Mme CARLIER Sophie.

Par le même arrêté, Mme EVELETTE Fabienne est nommée en qualité de membre effectif auprès de ladite Chambre de recours, sur la présentation d'un organisme assureur, en remplacement de Mme CARLIER Sophie, dont elle achèvera le mandat.

### FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

[C – 2018/12035]

4 MEI 2018. — Ministerieel besluit tot benoeming van de leden van het beheers- en toezichtcomité van het centraal bestand van berichten van beslag, delegatie, overdracht, collectieve schuldenregeling en protest en hun plaatsvervangers

De Minister van Justitie,

Gelet op het Gerechtelijk Wetboek, artikel 1389bis/8, ingevoegd bij de wet van 29 mei 2000 houdende oprichting van een centraal bestand van berichten van beslag, delegatie, overdracht en collectieve schuldenregeling, alsook tot wijziging van sommige bepalingen van het Gerechtelijk Wetboek en gewijzigd bij de wet van 14 januari 2013;

### SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

[C – 2018/12035]

4 MAI 2018. — Arrêté ministériel portant nomination des membres du comité de gestion et de surveillance du fichier central des avis de saisie, de délégation, de cession, de règlement collectif de dettes et de protêt et de leurs suppléants

Le Ministre de la Justice,

Vu l'article 1389bis/8 du Code judiciaire, inséré par la loi du 29 mai 2000 portant création d'un fichier central des avis de saisie, de délégation, de cession et de règlement collectif de dettes et modifiant certaines dispositions du Code judiciaire, et modifié par la loi du 14 janvier 2013 ;